

DROIT DU TRAVAIL

Le World Justice Project (WJP) est honoré de compter sur votre expertise pour remplir ce questionnaire, dont les réponses proviennent d'individus hautement qualifiés à travers le monde.

Le questionnaire comprend 28 questions. Il faut approximativement 25 minutes pour le remplir. Vos réponses seront intégrées avec celles des autres experts et agrégées avec les résultats de sondages auprès de la population «General Population Poll» menés dans les trois plus grandes villes de votre pays. Toutes ces données seront utilisées afin d'évaluer l'adhésion à l'état de droit. Les résultats seront publiés, aux côtés de ceux de plus de 100 autres pays à travers le monde, dans le World Justice Project Rule of Law Index® 2016, (l'Indice de l'État de Droit) et dans d'autres rapports produits par WJP.

Merci d'avance de votre temps et de votre considération. Avec votre participation, cette entreprise commune contribuera à consolider l'état de droit à travers le monde.

INSTRUCTIONS

S'il vous plaît, répondez à les 28 questionnes dans ce questionnaire en fonction de la façon dont les lois sont appliquées en pratique dans votre pays. S'il vous plaît indiquez dans la case ci-dessous quel pays vous répondez à cette enquête.

PAYS:

Veillez envoyer vos réponses par email ou fax, au:

- Email: ruleoflawindex@wjpnet.org
- Fax: (202) 747-5816

Si vous avez des questions ou commentaires, s'il vous plaît contacter un membre de la personnel du World Justice Project (WJP) Rule of Law Index, à ruleoflawindex@wjpnet.org.

CONFIDENTIALITE

Le World Justice Project construit le rapport du WJP Rule of Law Index avec des indications strictes en matière de confidentialité des données rassemblées et des répondants. Dans l'espace ci-dessous, s'il vous plaît sélectionnez l'une des deux options indiquant si vous souhaitez répondre à ce questionnaire comme un **Contributeur Reconnu Publiquement** (votre nom et votre organisation seront publiés dans la section «Contributing Experts» du rapport WJP Rule of Law Index® 2016 et sur le site web du "World Justice Project"), OU vous pouvez choisir d'être un contributeur **Anonyme** (votre nom ne sera pas publié dans le rapport, ni sur le site, ni dans aucun matériel du WJP, et votre nom ne sera en aucun cas connu).

Dans les deux cas, le contenu de vos réponses restera strictement confidentiel. Les réponses sont rassemblé avant l'analyse statistique ou de la communication des résultats afin de s'assurer que les réponses individuelles ne peut être établie.

TYPE DE CONTRIBUTION

Indiquez s'il vous plait si vous souhaitez être un contributeur **Anonyme**, ou si vous souhaitez être **Reconnu Public** pour votre contribution au WJP Rule of Law Index 2016. **Dans tous les cas, vos réponses spécifiques au questionnaire resteront strictement confidentielles.**

[] CONTRIBUTEUR RECONNU PUBLIQUEMENT

Je souhaite être **reconnu public** en tant contributeur. Votre nom et votre organisation d'affiliation seront listés dans la section des QRQ experts contributeurs du WJP Rule of Law Index 2016 et sur le site web du WJP. Je comprends que mon nom, organisation, et pays serait inscrit dans le *WJP Rule of Law Index® 2016* report, ainsi que sur la page Web du "World Justice Project."

Nom:	
Organisation:	

[] CONTRIBUTEUR ANONYME

Je souhaite rester **anonyme** (votre nom, vos coordonnées et les réponses à ce questionnaire ne seront jamais divulgués à quiconque). Je souhaite rester Anonyme. Nous ne révélerons pas votre nom, organisation d'affiliation, ou toute autre information identifiable dans le WJP Rule of Law Index 2016, ou dans d'autres matériaux associés. Le WJP ne sera pas révéler mon nom, organisation, ou autre information identifiable dans le *WJP Rule of Law Index 2016* report ou les autres documents du WJP.

Prière de répondre aux questions suivantes en fonction de la façon dont les lois sont appliquées en pratique dans votre pays. Veuillez cocher X dans la case correspondante.

SECTION I

Les questions suivantes représentent des situations hypothétiques. Dans chaque question, nous allons vous fournir un ensemble d'hypothèses. Veuillez sélectionner les réponses qui représentent le mieux votre point de vue.

Scenario Hypothétique No. 1

Une entreprise de taille moyenne privée (employeur) refuse de payer le salaire d'un employé pendant trois mois. L'employé continue de travailler pendant cette période et sa performance reste satisfaisante. Après trois mois sans salaire, l'employé est finalement licencié par l'employeur sans aucune explication, ni justification. Supposons que le montant des salaires impayés correspond à **0,15 fois le PIB par habitant de votre pays**.

1. Quelle est la probabilité que l'employé (le plaignant) recourt aux mécanismes suivants afin de résoudre ce conflit?

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Une poursuite ¹ normale auprès du tribunal (du travail)					
(b) Porter plainte auprès d'un tribunal des petites créances					
(c) Utilisez un mécanisme d'arbitrage du travail					
(d) Soumettre la question à un médiateur ou un chef de la communauté					
(e) Utiliser un organisme d'application de l'Etat, ou un autre organe administratif					
(f) Ne prendre aucune mesure (se résigner quitte à perdre de l'argent)					

2. En pratique, combien de temps faut-il pour obtenir une décision ou un jugement - à partir du moment où la plainte est déposée jusqu'au moment où l'accord est conclu- si le travailleur utilise les mécanismes suivants?

	Moins d'un mois	Entre un mois et un an	Entre un an et 3 ans	Plus de 3 ans	Plus de 5 ans	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Poursuite judiciaire ordinaire (labeur)						
(b) Plainte aux tribunaux des petites créances						
(c) Mécanisme d'arbitrage du travail						
(d) Organe administratif						

¹ S'il n'y a pas de tribunaux de travail spécialisés dans ces cas, veuillez-vous référer à la juridiction ordinaire qui est la plus susceptible d'examiner cette affaire.

3. En pratique, après qu'une décision ou un accord soit conclu, combien de temps faudrait-il pour que l'employé exige ce qui a été décidé (contraigne l'employeur à payer) et perçoive le paiement ou la compensation en utilisant chacun des mécanismes suivants?

	Moins d'un mois	Entre un mois et un an	Entre un an et 3 ans	Plus de 3 ans	Plus de 5 ans	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Décision du tribunal						
(b) Plainte auprès du tribunal des petites créances						
(c) Sentence arbitrale du travail						
(d) Décision d'un organe administratif						

4. Selon votre expérience, quels seraient les coûts que l'employé subirait, en tant que pourcentage (%) de la demande (dans ce cas **0,15 fois le PIB par habitant de votre pays**), pour encaisser le salaire impayé, si il/elle: *(prière de ne considérer que les coûts directs impliqués dans la réclamation, tels que les honoraires d'avocat, frais de justice, et le cas échéant, des pots de vin ou d'autres incitatifs monétaires)*

	Environ 15% de la demande	Environ 30% de la demande	Environ 40% de la demande	Plus de 50% de la demande	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Déposer une poursuite judiciaire ordinaire (labeur)					
(b) Déposer une plainte devant un tribunal des petites créances					
(c) Déposer une plainte devant un inspecteur du travail ou d'un mécanisme d'arbitrage du travail					
(d) Déposer une plainte devant un organe administratif					

5. Selon votre expérience, quels seraient les honoraires d'un avocat pour représenter l'employé dans un cas comme celui-ci (en devise locale de votre pays) si l'employé recourt à un tribunal civil ou du travail?

Montant _____

6. Dans un cas comme celui-ci, quelles sont les chances pour que les personnes suivantes demandent un pot-de-vin (ou toute autre incitation monétaire) afin d'exercer leurs fonctions ou pour accélérer le processus?

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Juge ou magistrat					
(b) Personnel de la cour					
(c) Inspecteur du travail					
(d) Médiateur ou arbitre					
(e) Agents de police or agents de l'ordre					

7. Enfin, supposons que l'employé poursuit l'employeur devant un tribunal ordinaire civil ou commercial. Si l'employé ne peut se permettre de payer un avocat, quelle est la probabilité qu'il obtienne une représentation légale pro-Bono (gratuite ou subventionnée) du gouvernement, d'un centre d'aide juridique, d'une organisation non-gouvernementale (ONG), etc..?

Très probable	
Probable	
Peu probable	
Improbable	
Je ne sais pas/Non Applicable	

Scenario Hypothétique No. 2

8. Supposons qu'un gestionnaire d'un grand hôpital dans votre ville exige un paiement illégal d'un employé en échange d'une promotion, et l'employé dénonce cette conduite à l'autorité compétente et apporte des preuves suffisantes pour le prouver. Lequel de ces résultats est le plus probable? (Veuillez choisir une seule réponse)

(a) L'accusation est complètement ignorée par les autorités	
(b) Une enquête est ouverte, mais elle n'aboutit jamais à des conclusions	
(c) On enquête sur le gestionnaire et on le sanctionne	
(d) Je ne sais pas/Non Applicable	

Scenario Hypothétique No. 3

9. Supposons qu'une entreprise licencie un employé (e) parce qu'il/elle encourage la création d'un syndicat dans une usine, et supposons également que l'employé se plaint auprès de l'autorité compétente. Parmi les résultats suivants, lequel est le plus probable? (Veuillez choisir une seule réponse)

(a) L'accusation est complètement ignorée par les autorités	
(b) Une enquête est ouverte, mais elle n'aboutit jamais à des conclusions	
(c) Les autorités s'assurent que l'entreprise indemnise l'employé ou lui rétablisse son emploi	
(d) L'entreprise verse des pots de vins et influence les autorités afin d'ignorer la violation	
(e) Je ne sais pas/Non Applicable	

SECTION II

10. Les questions suivantes visent à examiner les raisons pour lesquelles les personnes pauvres dans votre pays n'utilisent pas les tribunaux pour régler leurs différends. Veuillez nous dire dans quelle mesure les facteurs suivants influencent la décision des administrés de porter ou non un litige de travail devant les tribunaux de la ville dans laquelle vous résidez?

	Très important	Assez important	Pas très important	Pas du tout important	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Frais du tribunal (frais de dépôt de plaintes) sont très élevés					
(b) Les frais d'avocats sont très élevés					
(c) Absence d'aide légale pro-Bono (gratuite)					
(d) Manque de techniciens et cliniques juridiques					
(e) Barrières linguistiques (traducteurs non disponibles)					
(f) L'emplacement des tribunaux (très éloignées)					
(g) Durée des affaires judiciaires (longue durée des litiges)					
(h) Préjugés contre les personnes marginalisées (discrimination sur la base du statut économique ou social)					
(i) Les procédures sont très encombrantes et complexes					
(j) Corruption des juges et des huissiers de justice					
(k) Le manque d'information du public sur les procédures judiciaires					
(l) Manque de sensibilisation sur les voies de recours disponibles					

11. D'après votre expérience au cours de l'année écoulée en matière de cas de droit du travail entre des parties privées décidés par les tribunaux de première instance ou bien ceux compétent en droit du travail, quel est le pourcentage (%) des cas reflétant les résultats suivants:

	100%	75%	50%	25%	5%	0%	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) La décision finale reflète l'honnête évaluation des juges des preuves disponibles et de la loi à appliquer							
(b) La décision finale a été influencée par des pressions indues de l'une des parties ou de corruption							

12. Répondez aux questions suivantes:

	100%	75%	50%	25%	5%	0%	Je ne sais pas/Non Applicable
Selon votre expérience, de tous les cas dans lesquels le gouvernement avait un intérêt (en tant que partie plaideur ou tiers), quel est le pourcentage (%) des cas judiciaires où le gouvernement à exercer une influence excessive afin d'affecter les résultats de l'affaire?							

13. Quel est la probabilité pour que les critères suivants mettent une personne dans une situation désavantageuse devant les tribunaux civils ou du travail? Si la personne est:

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Pauvre					
(b) Une femme					
(c) Membre d'une minorité ethnique					
(d) Membre d'une minorité religieuse					
(e) Un étranger (immigrant)					
(f) Homosexuel, lesbien, bisexuel, ou transgenre					

Ou:

(g) Aucune de ces réponses	
----------------------------	--

14. Selon vous, quel est le degré de conscience de la population en général sur les mécanismes judiciaires informels grâce auxquels leurs plaintes peuvent être adressées?

Très consciente	
Un peu consciente	
Peu consciente	
Pas du tout consciente	
Je ne sais pas/Non Applicable	

15. Choisissez l'énoncé qui à votre avis représente le mieux la façon dont les autorités du droit de travail réagissent aux violations suivantes:

	Très efficace [Les autorités du travail sont efficaces pour enquêter sur les violations. Les résultats négatifs enchainent rapidement des mesures correctives]	Peu efficace [Les autorités du travail peuvent ouvrir des enquêtes sur les violations, mais elles sont limitées dans leur efficacité à appliquer les sanctions ou les mesures correctives. Elles peuvent être lentes ou réticentes face aux organismes puissants]	Pas du tout efficace [Les autorités n'enquêtent pas efficacement sur les violations]	Je ne sais pas/ Non Applicable
(a) Violations des normes de sécurité au travail				
(b) Infractions concernant le travail des enfants				
(c) Infractions concernant le travail forcé				
(d) Infractions contre le droit des travailleurs à s'engager dans la négociation collective				
(e) Infractions contre la liberté d'association des travailleurs				

SECTION III

16. Imaginez qu'une personne hautement qualifiée postule pour une position d'adjoint dans une agence du gouvernement. À votre avis, quelle est la probabilité que le candidat soit désavantagé au cours du processus d'embauche parce qu'il/elle est:

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Pauvre					
(b) Une femme					
(c) Membre d'une minorité ethnique					
(d) Membre d'une minorité religieuse					
(e) Un étranger (immigrant)					
(f) Homosexuel, lesbien, bisexuel, ou transgenre					

Ou:

(g) Aucune de ces réponses	
----------------------------	--

17. Est-il courant pour les personnes (ou entreprises privées) de donner des pots de vin, des paiements informels, ou d'autres incitatifs afin de:

	Presque toujours	Dans la plupart des cas	Dans certains cas	Presque jamais	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Recevoir une aide sociale du gouvernement (par exemple, pour les personnes handicapées, ou les personnes âgées)					
(b) Bénéficier d'une retraite					
(c) Obtenir une assignation dans le cadre d'un procès en droit du travail					
(d) Obtenir un permis de conduire					
(e) Accélérer l'obtention d'un certificat de conformité aux normes de santé et de sécurité au travail					

18. Répondez aux questions suivantes:

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Quelle est la probabilité qu'une entreprise de taille moyenne soit inspectée par les autorités du droit du travail à la suite d'une plainte déposée par un employé concernant la sécurité dans le lieu de travail?					
(b) Quelle est la probabilité qu'une entreprise manufacturière de taille moyenne soit régulièrement inspectées par les autorités du droit de travail?					
(c) Quelle est la probabilité que les autorités du droit du travail imposent des sanctions en cas ou des violations sont repérées concernant la sécurité sur le lieu de travail?					
(d) Quelle est la probabilité que les autorités du droit de travail demandent ou bien reçoivent des pots de vin afin d'ignorer des infractions?					

19. En pratique, dans votre pays, «l'application effective de la loi²» est respectée dans la procédure administrative menée par les autorités suivantes:

	Fortement d'accord	D'accord	En désaccord	Fortement en désaccord	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Les autorités nationales du travail					
(b) Les autorités nationales de protection de l'environnement					
	Fortement	D'accord	En	Fortement	Je ne sais

² L'application effective de la loi comprend le droit d'être présumé innocent jusqu'à preuve du contraire, le droit d'être dûment informé de l'enquête à leur encontre, le droit d'être informé de toutes les preuves utilisées contre eux, et, avoir la possibilité de contester un tel élément de preuve.

	d'accord		désaccord	en désaccord	pas/Non Applicable
(c) Les autorités fiscales nationales					
(d) Les autorités locales					

20. Veuillez choisir la réponse qui correspond le mieux sur l'accessibilité des informations suivantes dans votre pays:

	Très accessible [Les citoyens, les journalistes et les ONG peuvent accéder à des chiffres détaillés, sous réserve des exceptions étroites et bien justifiées définies par la loi. Cette information est facilement accessible et à jour]	Peu accessible [Les citoyens, les journalistes et les ONG peuvent accéder à des chiffres détaillés, mais cette information peut être difficile d'accès, incomplète ou bien obsolètes]	Pas accessible du tout [Les citoyens, les journalistes et les ONG ne peuvent accéder à des chiffres détaillés en raison du secret, les obstacles prohibitifs, ou l'inefficacité du gouvernement]	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Les chiffres du budget des organismes gouvernementaux				
(b) Des copies des contrats du gouvernement				
(c) Sources de financement des campagnes des élus et des législateurs				
(d) Dossiers des hauts fonctionnaires du gouvernement				
(e) Les rapports de l'institution nationale des droits de l'homme (ombudsman)				
(f) Des copies des décisions administratives applicables au grand public faites par les organismes gouvernementaux nationaux				
(g) Des copies des décisions administratives applicables au grand public faites par les agences gouvernementales locales				
(h) Les transcriptions des procédures administratives				

21. Est-il courant que:

	Presque toujours	Dans la plupart des cas	Dans certains cas	Presque jamais	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) En pratique, le gouvernement local offre des renseignements faciles à comprendre sur les droits des travailleurs					
(b) Les lois fondamentales sont accessibles au public dans toutes les langues officielles					
(c) En pratique, le gouvernement s'efforce de traduire les lois et de les rendre accessible dans d'autres langues parlées par un grand segment de la population, même si ce ne sont pas des langues «officielles»					
(d) En pratique, les réglementations nationales sur le droit de travail sont publiées en temps opportune					
(e) En pratique, le gouvernement collabore avec les organisations de la société civile à concevoir la politique publique					
(f) En pratique, les réglementations sur le droit de travail peuvent être obtenus à un coût minimal, tels que par courrier, ou en ligne					
(g) En pratique, les décisions judiciaires de la cour suprême sont publiées en temps opportun					
(h) En pratique, les réglementations sur le travail sont suffisamment stable pour permettre aux employés et petites entreprises de déterminer quel comportement est permis ou interdit					
(i) En pratique, les procédures administratives sur le droit de travail sont menées sans retard injustifié au niveau national					
(j) En pratique, les procédures administratives sur le droit du travail sont menées sans retard injustifié au niveau local					

SECTION IV

22. Veuillez choisir l'énoncé qui représente votre point de vue sur les conditions de santé et de sécurité dans les secteurs de fabrication dans votre pays: (veuillez choisir une seule réponse)

(a) La plupart des entreprises manufacturières disposent d'un milieu de travail sain et sécurisé. Les accidents et blessures fatales sont rares	
(b) Les entreprises manufacturières se conforment aux règlements sécuritaire et sanitaire de base, mais beaucoup de travailleurs restent exposés à des machines dangereuses ainsi que des produits chimiques nocifs. Tandis que les décès sont rares, les accidents du travail sont fréquents	

(c) La plupart des ouvriers travaillent dans des conditions dangereuses et insalubres. Les décès et blessures en milieu de travail sont fréquents	
(d) Je ne sais pas/Non Applicable	

23. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les énoncés suivants:

	Fortement d'accord	D'accord	En désaccord	Fortement en désaccord	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) En pratique, les travailleurs dans le secteur manufacturier peuvent s'organiser en syndicats					
(b) En pratique, les travailleurs dans le secteur manufacturier peuvent négocier leurs droits avec leurs employeurs					
(c) En pratique, les travailleurs dans le secteur manufacturier peuvent faire la grève sans crainte de représailles					
(d) En pratique, les travailleurs dans le secteur agricole peuvent s'organiser en syndicats					
(e) En pratique, les travailleurs dans le secteur agricole peuvent négocier leurs droits avec leurs employeurs					
(f) En pratique, l'interdiction du travail des enfants est effectivement respectée					
(g) En pratique, l'interdiction du travail forcé ou obligatoire est effectivement mise en œuvre					

24. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les énoncés suivants:

	Fortement d'accord	D'accord	En désaccord	Fortement en désaccord	Je ne sais pas/Non Applicable
En pratique, le pouvoir du gouvernement n'est pas concentré en une seule personne, mais est réparti entre différentes branches indépendantes, par exemple le Président ou le Premier ministre, le Congrès ou le Corps Législatif, et les juges					
En pratique, les juridictions nationales dans votre pays sont libres de toute influence politique dans leur application de l'autorité					
En pratique, les tribunaux locaux dans votre pays sont libres de toute influence politique dans leur application de l'autorité					
Le gouvernement obéit toujours aux décisions des tribunaux supérieurs, même quand ils sont en désaccord avec ces décisions					
En pratique, les rapports émis par l'inspecteur du gouvernement (l'institution Supérieure de Contrôle, le Contrôleur, etc.) sont pris au sérieux par les autorités, avec des résultats négatifs					

menant rapidement à des mesures correctives					
En pratique, les membres de la législature qui abusent de leurs pouvoirs sont sanctionnés					
	Fortement d'accord	D'accord	En désaccord	Fortement en désaccord	Je ne sais pas/Non Applicable
En pratique, les membres de la législature qui commettent des crimes sont poursuivis et punis					
En pratique, les membres judiciaires qui abusent de leur pouvoir sont sanctionnés					

25. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les énoncés suivants:

	Fortement d'accord	D'accord	En désaccord	Fortement en désaccord	Je ne sais pas/Non Applicable
Le chef d'état (Président, Premier ministre, etc.) de votre pays a été élu grâce à un processus légitime					
Le chef d'état (Président, Premier ministre, etc.) de votre pays a été élu conformément aux règles et procédures énoncées dans la Constitution					
Dans votre pays, les résultats détaillés des élections sont disponibles pour tout examen public					
Dans la pratique, la cour d'appel électoral est libre de toute influence politique dans son application de l'autorité					
Dans la pratique, les freins et contrepoids existent pour maintenir la confiance du public dans le processus électoral					
Dans la pratique, dans votre pays, les responsables locaux sont élus par le biais d'un processus légitime					
Dans la pratique, dans votre pays, les gens peuvent voter librement sans se sentir contraints ou harcelés					
En pratique, <i>les partis d'opposition</i> peuvent exprimer librement leurs opinions contre la politique du gouvernement sans crainte de représailles					
En pratique, <i>les factions opposées au sein du parti dominant</i> peuvent exprimer librement leurs opinions en public sans crainte de faire face à des conséquences négatives					
Dans la pratique, le chef d'état (Président, Premier ministre, etc.) de votre pays règne sans tenir compte des contrôles législatifs					

26. Répondez aux questions suivantes:

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Quelle est la probabilité qu'un citoyen soit battu par la police, sans justification, pour avoir participé à une manifestation non-violente dans votre pays?					
(b) Quelle est la probabilité qu'un journaliste soit attaqué par la police, sans justification, pour avoir couvert une manifestation non-violente dans votre pays?					
(c) Quelle est la probabilité qu'une personne puissante ou ayant des relations au niveau politique puisse éviter ou échapper à des conséquences légales pour une violation pénale non violente de la loi?					
(d) Quelle est la probabilité qu'un journal de votre pays refuse de publier un article crédible sur la corruption dû à des menaces de représailles violentes ou une action en justice?					
(e) Quelle est la probabilité qu'un haut fonctionnaire du gouvernement détourne des fonds publics pour financer ses frais personnels ou ceux d'une campagne politique?					
(f) Quelle est la probabilité qu'un membre du Parlement sollicite ou reçoive des paiements illégaux ou des pots de vin en échange de faveurs politiques ou un vote préférentiel sur un projet de loi?					
(g) Quelle est la probabilité que des entreprises privées versent des paiements illégaux à des hauts fonctionnaires du gouvernement en échange de traitements de faveurs, tels que l'attribution de contrats gouvernementaux?					

27. Vous soumettez une demande d'accès à l'information au Ministère de l'Education sur comment le budget de l'agence est alloué et/ou dépensé. Quelle est la probabilité que:

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) L'agence du gouvernement en charge accordera de telles informations, en assumant que ceci correctement demandé?					
(b) L'information fournie est pertinente à la demande faite, et complète?					
(c) L'agence gouvernementale accordera de telles informations à un prix raisonnable?					
(d) L'agence gouvernementale accordera de telles informations dans une limite de temps raisonnable?					
(e) L'agence gouvernementale accordera de telles informations sans avoir à payer un pot-de-vin?					

28. Dans quelle mesure êtes-vous en accord avec les énoncés suivants:

	Fortement d'accord	D'accord	En désaccord	Fortement en désaccord	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) D'après la loi, si l'agence gouvernementale refuse la demande d'information d'un citoyen, celui-ci a le droit de défier la décision devant une agence gouvernementale différente ou un juge					
(b) En pratique, si l'agence gouvernementale refuse la demande d'information du citoyen, celui-ci a le droit de défier la décision devant une agence gouvernementale différente ou un juge					

MERCI DE REMPLIR LE QUESTIONNAIRE. NOUS SOMMES HONORES D'INCLURE VOTRE EXPERTISE DANS L'EDITION 2016 DU WJP RULE OF LAW INDEX®.

Si vous avez des commentaires ou suggestions concernant le questionnaire, nous vous serions reconnaissants de les noter dans l'espace ci-dessous.

1.) Y a-t-il des sujets pertinents, ou des questions qui selon vous ont été laissés de côté?

2.) Information additionnelle: Nous sommes reconnaissants de votre contribution en tant qu'expert répondant au WJP Rule of Law Index. La majorité des experts de la communauté du World Justice Project contribue de son temps et de son expertise année après année pour créer une des bases de données les plus détaillées au monde, afin de mesurer l'adhésion des pays à l'Etat de droit. Afin d'assurer que nous avons les données les plus récentes, nous vous serions reconnaissants si vous preniez le temps de remplir le formulaire de contact ci-dessous. Cette information restera strictement confidentielle, et ne sera pas partagée avec des sources tiers. Vos informations seront conservées de manière sécurisée dans notre base de données pour des éditions futures du WJP Rule of Law Index. Afin d'assurer que nous avons les données les plus récentes, nous vous serions reconnaissants de remplir le formulaire ci-dessous.

	Remplissez les informations ci-dessous :
Salutation (Mr., Ms., Dr., etc.):	
Prénom:	
Nom de famille:	
Organisation:	
Position:	
Téléphone:	
Fax:	
E-mail:	
Site web:	
Genre:	

Enseignez-vous à l'université ? Oui [] Non [] Quelles classes? _____

Etes-vous un avocat? Oui [] Non []

Si, depuis combien d'années pratiquez-vous le droit ? _____

Quels sont vos domaines de pratique ?					
Antitrust	[]	Contrats	[]	Droit international	[]
Faillite	[]	Droit de l'entreprise	[]	Droit du travail	[]
Droit des affaires	[]	Droit pénal	[]	Contentieux/ Arbitrage	[]
Droit civil	[]	Droit du travail	[]	Mal pratique médicale	[]
Droit civique	[]	Droit environnemental	[]	Droit de la propriété	[]
Droit commercial	[]	Droit de la famille	[]	Fiscalité	[]
Droit constitutionnel	[]	Pratique Générale	[]		[]
Droit du consommateur	[]	Droit de la propriété intellectuelle	[]		[]

3.) Afin de vous remercier pour votre contribution, nous souhaitons vous envoyer une copie du rapport WJP Rule of Law Index 2016 lorsqu'il sera publié plus tard dans l'année. Si vous souhaitez recevoir une copie du rapport, entrez votre adresse postale ci-dessous.

Remplissez les champs suivants afin de recevoir une copie du rapport 2016:	
Adresse postale:	
Ville:	
Etat:	
Code Postal:	
Pays:	

4.) En tant qu'expert dans votre domaine, nous vous serions reconnaissants si vous pouvez nous fournir des références ou des suggestions de collègues qui pourraient être disposés à contribuer en remplissant l'un des quatre questionnaires mieux alignés avec leurs expertises:

- Droit civil et commercial
- Droit constitutionnel, libertés civiles, et droit pénal
- Droit du travail
- La santé publique

	Nom	E-mail	Domaine d'expertise
Référence #1			
Référence #2			
Référence #3			

Merci beaucoup pour votre collaboration.

Merci d'avoir rempli le questionnaire. Nous sommes honorés d'inclure votre expertise dans l'administration 2016 du WJP Rule of Law Index®. Les participants peuvent choisir d'autoriser la publication de leur nom et coordonnées, ou de rester anonyme. Veuillez indiquer votre choix sur la première page de ce questionnaire. Le contenu de vos réponses restera strictement confidentiel dans les deux cas.

Pour plus d'informations sur le Rule of Law Index ainsi que les autres programmes du World Justice Project, veuillez visiter le site:

www.worldjusticeproject.org